

Fiche d'information

disparus

De nos jours, dans le monde entier, il y a des millions de personnes portées disparues dans les conflits armés ou suite aux violations des droits de l'homme. Le problème des personnes disparues s'est considérablement aggravé au cours des vingt dernières années. Les changements climatiques et la dégradation de l'environnement sont à l'origine de catastrophes naturelles et de migrations massives de populations. L'instabilité politique présente partout dans le monde a provoqué des violations des droits de l'homme jamais vues jusqu'alors et l'échec des tentatives visant à assurer le maintien de l'État de droit dans ces pays. Bien que ce ne soit que l'un des composants des problèmes globaux liés à la sécurité, le problème des personnes portées disparues reste pourtant d'une importance essentielle. L'échec des gouvernements dans le processus de localisation et d'identification des victimes de disparitions forcées est essentiellement contraire à l'État de droit. Aussi la responsabilité et la réaction active de l'État sont-elles d'une importance primordiale tant sur le plan local que sur le plan international.

mandat

L'ICMP est une organisation internationale indépendante, créée sur la base d'un accord international, dont le siège se trouve à La Haye et qui a plus de 20 ans d'expérience dans 40 pays. L'ICMP est la seule organisation internationale ayant pour mission exclusive de résoudre la question des personnes disparues. Elle assiste les autorités lors de la création d'institutions chargées de faire la promotion de l'État de droit, de localiser et d'identifier avec succès et de façon indépendante les personnes disparues; d'autre part, elle soutient tous les efforts dirigés vers l'adoption des lois qui permettront aux familles des personnes disparues de faire valoir leurs propres droits. L'ICMP a également assuré son soutien aux autorités en appliquant les technologies de pointe utilisées par la police technique et scientifique, y compris les dernières méthodes d'analyse de l'ADN pour localiser et identifier les personnes portées disparues dans diverses circonstances de par le monde. L'ICMP gère l'unique structure permanente et non lucrative en mesure d'effectuer une analyse simultanée d'un nombre important d'échantillons ADN pour identifier des personnes. L'ICMP répond également aux exigences requises pour assurer la documentation et un témoignage expert devant les tribunaux locaux et internationaux, dans des dossiers de crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocide et autres crimes, conformément au droit international.

programmes connectés

L'ICMP gère cinq programmes interconnectés: **Le Programme de développement des institutions et de la société civile (Institution and Civil Society Development Program-ICSD)** apporte son concours dans les processus de justice de transition, offre un appui législatif et soutient la mise en réseau des organisations de la société civile engagées dans la lutte pour la vérité, la justice et les droits des familles des personnes portées disparues. L'ICSD gère le Forum global des personnes portées disparues, lequel réunit des experts, des fonctionnaires gouvernementaux et autres acteurs pertinents du monde entier en vue de favoriser la compréhension et les activités concrètes visant à résoudre la question des personnes portées disparues. **Le Programme de la science et de la technologie** apporte non seulement des solutions techniques de pointe en offrant un soutien technique direct, y compris la formation et la construction de capacités, l'analyse simultanée d'un grand nombre d'échantillons d'ADN à des fins d'identification, mais également une assistance professionnelle relevant des domaines de l'archéologie et de l'anthropologie. **Le Programme de développement du système de gestion des données (Data Systems Program)** administre le Système de gestion des données dans le processus d'identification de l'ICMP (*Identification Data Management System (iDMS)*) qui sert à collecter, préserver, protéger et partager les données sur les personnes portées disparues de façon sûre et sécurisée. L'accès à l'iDMS est assuré à tous ceux qui souhaitent donner une information sur une personne portée disparue, d'où que ce soit, par l'intermédiaire du Centre des demandes en ligne de l'ICMP (*Online Inquiry Center*). **Le Programme d'appui au secteur de la justice (Justice Sector Assistance Program)** soutient les initiatives législatives internationales et locales, basées sur les processus démocratiques et l'État de droit et visant à localiser et à identifier des personnes portées disparues. **Le Centre de l'excellence et le Programme de formation (Center for Excellence and Training Program)** permet le transfert du savoir, des stratégies et des meilleures solutions pratiques développées au sein de l'ICMP. Il gère les programmes de formation dans le processus d'identification sur la base des tests ADN, dans celui des bases de données informatiques avancées, de l'exhumation des charniers illégaux, dans les procédures de transfert de la gestion et du traitement du site où le crime a eu lieu.

historique

L'ICMP a été créée en 1996, au Sommet du G7, pour tenter de résoudre les problèmes issus des conflits sur le territoire des Balkans occidentaux. La Commission a guidé les efforts qui ont permis d'identifier plus de 70% des victimes disparues, y compris 7000 sur les 8000 personnes disparues lors des événements tragiques de Srebrenica et de ses environs en 1995. Depuis 2004, l'ICMP travaille dans le monde entier. Les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Belgique, la Suède et le Luxembourg ont signé en 2014 un accord international grâce auquel l'ICMP a obtenu le statut d'organisation intergouvernementale dont le siège se trouve à La Haye. Sa mission est de répondre au défi global visant à résoudre la question des personnes portées disparues. L'Accord – ouvert à tous les États – a été signé plus tard par le Chili, Chypre, Le Salvador et la Serbie.

commissaires

Actuellement, l'ICMP est présidé par l'ancien ambassadeur des États-Unis Thomas Miller. Ses commissaires sont: Sa Majesté la Reine Noor / l'ambassadeur Knut Vollebæk, ancien ministre des Affaires Étrangères de Norvège / l'ambassadeur Rolf Ekéus, ancien haut commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales / Alistair Burt, ministre d'État au Moyen-Orient et ministre d'État au Développement international / Juge Sanji M. Monageng, Cour pénale internationale / Bert Koenders, ancien ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas / Maria Eugenia Brizuela de Avila, ancienne ministre des Affaires étrangères d'El Salvador / Dirk Brengelmann, Ambassadeur d'Allemagne aux Pays-Bas.

financement

L'ICMP est entièrement financée par des subventions bénévoles qui sont généralement offertes par les gouvernements de divers pays, parmi lesquels: la République tchèque, le Danemark, la Finlande, la France, la Ville de La Haye, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Canada, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, l'Allemagne, la Pologne, les États-Unis, le Saint-Siège, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Thaïlande, la Turquie, le Royaume-Uni, les Nations Unies et l'Union européenne. Un soutien particulier est offert, entre autres, par la Fondation *Charles Stewart Mott* et la Fondation *Robert Bosch*, Interpol, l'Université de Californie, Berkley, EULEX, l'Institut de la police technique et scientifique des Pays-Bas (NFI), la Police de l'Afrique du Sud, alors que *Microsoft*, l'Institut de recherche du système environnemental (ESRI), *Oracle Corporation* et *Qiagen* ont prêté leur aide grâce à des dons en nature.



Siège de l'ICMP
Koninginnegracht 12
2514 AA Hag
Pays-Bas

Courriel: icmp@icmp.int
Site-web: www.icmp.int